

DÉCLARATION À LA PRESSE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'ISSUE DE SA RENCONTRE AVEC M. HELMUT KOHL, CHANCELIER DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, À TRÈVES (RFA) JEUDI 24 AVRIL 1986.

17 APRIL 1986 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames,

- Messieurs,

- Je ne peux que confirmer ce qui vient d'être dit par le chancelier Kohl : Europe, Communauté européenne, relations franco-allemandes, lutte contre le terrorisme, préparation de Tokyo. Voilà ce qui a occupé nos conversations durant le déjeuner, puis au cours de la conférence de travail qui vient de nous réunir.

- J'ai personnellement insisté, mais le chancelier en était d'accord à l'avance, puisque cela fait longtemps que nous en parlons, sur le fait qu'il convenait de réussir la Communauté, de mettre en oeuvre l'accord de Luxembourg et que l'objectif principal sur ce plan c'était d'aboutir dans le délai voulu au marché unique, décidé, vous le savez, il y a quelques mois.

- Bref, comme j'ai eu l'occasion de le dire déjà tout à l'heure, il faut faire passer l'objectif européen avant les inévitables obstacles liés à tel ou tel problème sectoriel. Les problèmes sectoriels sont des problèmes quotidiens et si le sens des proportions devait s'évanouir, alors la Communauté ou la perspective communautaire s'évanouirait en même temps. Il faut que l'Allemagne, il faut que la France, il faut que beaucoup d'autres encore s'arc-boutent pour réussir l'Europe.

- Voilà ce que je peux vous dire à l'instant en vous remerciant de votre présence et surtout en remerciant les autorités allemandes et particulièrement le chancelier Kohl d'avoir permis de jalonner une fois de plus dans une circonstance agréable, intéressante une relation franco-allemande qui reste active et je le crois fructueuse.

- QUESTION.- (...).

- LE PRÉSIDENT.- Ce sujet à ma connaissance, n'a à aucun moment été abordé dans notre conversation avec M. Strauss, hier, nous avons parlé d'Airbus et un peu des beaux monuments de Munich.

- QUESTION.- Monsieur le Président en quel terme avez-vous abordé la question du terrorisme avec le chancelier ?

- LE PRÉSIDENT.- J'ai le sentiment que notre démarche, que nos démarches sont très proches l'une de l'autre. Bien entendu, ces conversations partent d'un point de vue très clair à savoir qu'il faut combattre le terrorisme. Quant aux méthodes, quant aux façons de faire, quant aux objectifs à atteindre, eh bien, nous en avons parlé. D'autre part, les ministres des affaires étrangères se sont mis d'accord avant hier sur tout un catalogue de mesures que chacun veut voir appliquer dans son pays.\

QUESTION.- Monsieur le Président, monsieur le chancelier, est-ce que vous avez l'impression que la relation des partenaires entre l'Allemagne et la France peut continuer de manière non troublée, même après le changement de gouvernement à Paris ?

- LE CHANCELIER.- Je crois que vous étiez là lorsque le Président a remercié pour l'accueil amical qui lui a été fait en Rhénanie Palétina et ici à Trèves. Il a dit quelque chose de très important que je vais essayer de compléter avec mes propres mots. Il y a quelque chose qui compte dans l'expérience récente au niveau européen : c'est l'amitié franco-allemande. Bien entendu, chacun d'entre nous, ici, l'a vécu cette amitié franco-allemande à sa manière. C'est une expérience qui dépend des générations. Dans quelques semaines, je vais parler pour le centième anniversaire de Robert Schuman. Lorsque j'ai vu pour la première fois Robert Schuman en 1950, je venais de passer mon baccalauréat. Quant à François Mitterrand, sa première fonction officielle, c'était justement en tant que collaborateur de Robert Schuman, je crois que cela s'appelait à l'époque secrétaire d'Etat. Chacun d'entre nous a essayé ainsi d'apporter sa contribution à l'amitié franco-allemande. Ce qui est merveilleux, c'est qu'il ne s'agit pas d'une amitié des gouvernements, bien que ce soit fort nécessaire que les gouvernements soient utiles si les gouvernements sont amis, mais c'est une amitié entre les peuples. Et maintenant nous sommes venus, ici, dans cette ville, où dans les gestes, dans l'attitude de la population vous pouvez voir

beaucoup de choses.

- Vous pouvez voir que c'est une région qui a été très poursuivie, qui a souffert du fléau de l'inamitié entre la France et l'Allemagne. C'est toute une région frontalière entre l'Allemagne et la France et maintenant c'est devenu une région centrale, une région centrale pour l'Europe. Je vais vous dire les choses en mots simples : les gouvernements vont et viennent mais l'amitié franco-allemande reste. C'est en tout cas un résultat heureux de la politique du XXème siècle. Et que je puisse dire cela aujourd'hui, 14 ans avant la fin du XXème siècle, c'est quelque chose qui me rend tout à fait heureux.

- LE PRESIDENT.- Pour vous répondre très brièvement, je dirai que, si depuis les années 1950, donc en gros depuis 35 ans, la relation puis l'amitié franco-allemande avait dû suivre les méandres, les changements de gouvernement dans l'un ou l'autre des deux pays, où en serait-on ? Or vous pouvez observer qu'il s'agit d'une ligne continue en dépit de ces changements. Au demeurant, une petite précision, c'est vrai que le gouvernement a changé, mais pas le Président.\